

► Économie : à l'occasion de la Semaine de l'industrie, le ministre « Il faut redonner le

■ Bruno Le Maire pour l'Économie, Jean-Michel Blanquer pour l'Éducation nationale, et Sébastien Lecornu pour les Collectivités : trois ministres sont ce matin dans l'Eure, chez Schneider Electric, au Vaudreuil, pour lancer la 9^e Semaine de l'industrie, destinée à attirer des jeunes.

■ A l'occasion de cette visite, le ministre de l'Économie revient sur la politique industrielle de la France et les moyens qui y sont alloués, via, notamment, les privatisations.

■ Alors que le Grand débat national vient de se terminer, il évoque également le pouvoir d'achat. Celui des retraités en particulier.

L'acte XVIII des gilets jaunes a été marqué samedi par de nouvelles scènes de violence, à Paris en particulier. Comment réagissez-vous à ces actes et, d'un point de vue économique, quelles réponses le gouvernement compte-t-il apporter ?

■ **Bruno Le Maire :** « Ces violences sont intolérables. Elles mettent en danger des vies humaines. Elles épuisent nos forces de sécurité, policiers, gendarmes et pompiers. Et elles renvoient une image fautive mais désastreuse de notre nation. Je réunirai aujourd'hui lundi, à 16 h 30, les représentants des commerçants, artisans, hôteliers, restaurateurs... touchés par ces violences. Je m'assurerai que les dispositifs exceptionnels mis en place en novembre dernier, et renforcés depuis, pour les aider fonctionnent bien. »

Avant cette réunion-là, vous êtes ce

« LE BREXIT A CRÉÉ LE CHAOS »

Les députés britanniques viennent de reporter de trois mois le Brexit. Que pensez-vous de cette décision ?

■ « Une éventuelle demande de report doit être discutée avec la Commission et les 27 États membres et elle n'est donc pas acquise. Ce que montre surtout le Brexit, c'est que les vendeurs d'illusions, qui expliquaient qu'il passerait facilement et sans difficultés, ne sont plus là quand les difficultés arrivent. La réalité, c'est que le Brexit a créé le chaos politique en Grande-Bretagne avec un risque de grandes difficultés économiques. Chacun voit bien que tout cela met la Grande-Bretagne dans une impasse. C'est aux Britanniques, désormais, de trouver la solution et de justifier la demande de report. Il y a un accord de sortie qui a été négocié par Michel Barnier - un bon accord - c'est maintenant aux Britanniques de trouver les moyens de le faire appliquer car c'est la seule issue possible. »

lundi matin au Vaudreuil, dans l'Eure, chez Schneider Electric pour lancer la semaine de l'industrie avec Jean-Michel Blanquer. Pourquoi ce site industriel là ?

■ « Vous connaissez mon attachement à la Normandie et à l'Eure particulièrement ! La Normandie est une grande région industrielle de notre pays et Schneider est un des fleurons industriels français. Le premier défi industriel français est un défi culturel. Il faut que nous redonnions goût aux générations qui viennent à l'industrie. L'industrie, c'est de la 3D, des nouvelles technologies, de l'intelligence artificielle, des processus de fabrication sur-mesure et la capacité à avoir une amélioration de ses qualifications tout au long de sa vie. Il faut donc impérativement réhabiliter l'industrie aux yeux des nouvelles générations. »

« Nous avons lancé la reconquête industrielle de la France »

La France mène-t-elle vraiment une véritable politique en faveur de l'industrie ?

■ « Nous avons une politique de reconquête industrielle très volontariste. Depuis dix ans, nous avons perdu un million d'emplois industriels et fermé cent usines par an. Cela a été une hémorragie, qui se paie économiquement, culturellement et même politiquement car je fais un lien direct entre le mouvement des gilets jaunes, le travail qui ne paie pas suffisamment et la désindustrialisation du pays. Nous avons lancé la reconquête industrielle de la France et nous en voyons déjà les résultats. »

De quelle manière ?

■ « D'abord, la reconquête industrielle de la France ne se fera pas en mettant une croix sur les industries traditionnelles. Je me bats pour chaque emploi industriel, que ce soit chez Ford à Blanquefort, chez Ascoval, ou chez Arc, dans

les Hauts-de-France. Partout où il y a un emploi industriel menacé, je me bats, même si c'est difficile. On ne bâtit pas l'industrie du futur sur les ruines de l'industrie du passé. La deuxième condition, c'est d'investir massivement dans l'innovation. Cela suppose une fiscalité adaptée et c'est ce que nous avons fait avec les changements sur la fiscalité du capital qui n'a qu'un seul objectif : dégager des marges de manœuvres

financières pour que nos entreprises industrielles investissent davantage, innover et aient des produits de qualité. L'innovation, cela passe aussi par le Fonds pour l'innovation de rupture de dix milliards d'euros. Il sera financé par les fameuses privatisations d'Aéroports de Paris (ADP), d'Engie et de La Française des jeux. Elles n'ont qu'un seul objectif : dégager des ressources financières pour que nous puissions innover dans l'intelligence artificielle, dans la digitalisation, dans le numérique, le stockage d'énergie et dans toutes les technologies de rupture qui feront l'industrie du XXI^e siècle. Le troisième pilier de cette politique, c'est évidemment la formation, la qualification et l'apprentissage. Il n'y a pas de grande politique industrielle sans grande politique éducative. Cette politique commence à donner des résultats puisque, pour la première fois depuis dix ans, la France recrée des emplois industriels. »

À propos des privatisations, notamment celle d'ADP, la France ne se prive-t-elle pas d'outils stratégiques, comme le sont les Grands ports maritimes, comme le dit souvent le Premier ministre ?

■ « Qu'est ce qui est stratégique ? Ce qui l'est, c'est la frontière. Le contrôle de la frontière dans les aéroports parisiens continuera d'être exercé par l'État. Il gardera entre ses mains toutes les activités stratégiques qui sont liées



Bruno Le Maire à l'occasion d'une visite chez Alpine, à Dieppe (photo d'archives Boris Maslard)

aux aéroports, notamment le contrôle des biens, des personnes, les contrôles du trafic aérien. Tout ce qui est régalien et stratégique restera entre les mains de l'État. Ce qui est stratégique également, et que chacun doit bien comprendre pour le XXI^e siècle, ce qui fera la différence entre les nations vaincues et les nations vainqueures, ce sont les nouvelles technologies avec la maîtrise de l'intelligence artificielle et des données. C'est pour cette raison-là que nous voulons dégager des moyens financiers pour investir dans ces domaines-là. Ne pas se contenter d'immobiliser une rente de dix milliards d'euros dans Aéroports de Paris mais, au contraire, les investir dans l'innovation et la recherche en dégageant des moyens financiers par ce cessions d'actifs, c'est ça le bon choix pour l'avenir du pays. »

Y a-t-il d'autres domaines d'activité qui pourraient être privatisés comme les Grands ports maritimes ?

■ « Non, mais il y a surtout des domaines d'activité pour lesquels nous pourrions envisager de réinvestir. Je ne ferme pas la porte à des investissements de l'État dans un certain nombre d'entreprises de technologies très sensibles qui ont besoin du soutien des pouvoirs publics. L'objectif est bien de redéfinir la place de l'État dans l'économie. Il a une place majeure à occuper dans l'économie, mais ce doit être la juste place. C'est-à-dire sur les activités stratégiques

de l'Économie, Bruno Le Maire, évoque l'avenir industriel du pays goût de l'industrie »



Un accompagnement pour l'automobile

Quel avenir pour l'industrie automobile, qui représente des milliers d'emplois directs et indirects en Normandie ? Le ministre de l'Économie a réuni récemment les constructeurs pour évoquer l'après-diesel.

L'industrie automobile tient une place particulière en Normandie avec la présence des usines Renault, où l'État est actionnaire. Comment préparer ces usines à la transition énergétique ?

■ « L'industrie automobile est une bonne illustration de notre politique industrielle. Nous mettons en place, par exemple, une filière de batteries électriques qui va être fi-



Le secteur automobile en pleine transition (photo d'archives)

nancée par l'Allemagne et par la France et qui doit nous permettre, avec d'autres pays européens, d'être indépendants en matière de batteries électriques. Aujourd'hui, toutes nos batteries viennent soit de Corée du Sud, soit de Chine : nous ne pouvons pas accepter d'être dé-

pendant de l'étranger pour des technologies d'avenir critiques. Nous voulons construire une souveraineté technologique. Donc, nous investissons dans l'avenir mais, en même temps, je me bats pour que les filières traditionnelles ne perdent pas des emplois et puissent vivre cette transformation sans destruction d'emplois. La filière diesel de ce point de vue là est la première concernée et cinquante mille emplois directs et indirects de la filière sont sous la menace. Nous avons décidé un plan de reconversion et d'accompagnement pour cette filière afin que l'avenir de l'industrie automobile passe par les nouvelles technologies mais aussi par l'accompagnement des filières traditionnelles. »

mier ministre qui trancheront. Mais comme ministre des Finances, ma ligne est constante : nous devons baisser les impôts des Français. Nous avons commencé

sur une autre, je veux surtout définir des lignes de long terme. Pour moi, la priorité est la baisse des impôts et la production de richesses car notre pays doit produire plus de richesses pour tous. Ce sont ces lignes de force qui resteront au cœur de mon action gouvernementale. »

« La priorité est la baisse des impôts et la production de richesses »

Quand il ressort du grand débat qu'il y a une demande autour de la baisse de la TVA, le gouvernement pourrait-il y répondre favorablement ?

■ « Nous allons regarder toutes les propositions. Je ne veux pas préempter les propositions faites par les Français. Il est très important de prendre le temps de la restitution et de ne pas bâcler cette restitution. Le rôle des ministres est surtout d'écouter, d'analyser ces propositions avant de se prononcer pour l'une ou pour l'autre. Je dis simplement que les grandes directions doivent être de créer plus de richesses, de baisser les impôts des Français et de rétablir l'équilibre des comptes publics. »

Faut-il faire un référendum pour trancher ?

■ « Cette question-là appartient exclusivement au président de la République. »

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE SIRET
s.siret@presse-normande.com

liées à la sécurité du pays et aux nouvelles technologies. »

Nous sommes à la fin du grand débat national. Les thèmes autour du pouvoir d'achat reviennent beaucoup, notamment chez les retraités qui demandent que les pensions soient de nouveau indexées sur l'inflation. Est-ce que le gouvernement reviendra à un système d'indexation ?

■ « C'est le président de la République et le Pre-

à le faire et nous devons accélérer. Pour y parvenir, il faut aussi accélérer la baisse de la dépense publique. Les deux sont liées et ma ligne est constante sur le sujet : c'est la baisse des impôts qui est aujourd'hui prioritaire. »

L'indexation des retraites sur l'inflation serait-elle vraiment coûteuse pour l'État ?

■ « Attendons la fin du grand débat pour trancher toutes ces questions de manière globale. Je ne veux pas me prononcer sur une question ou

Vous l'attendiez avec impatience...

**PNboutique
EST EN LIGNE !**

www.boutique.paris-normandie.fr

**1^{ÈRE} LIVRAISON
OFFERTE**

avec le code livraison jusqu'au 31 mars

